

Les « crimes » de la Gauche révolutionnaire, discours prononcé par Marceau Pivert au Conseil National extraordinaire du 18 avril 1937 à Puteaux

Camarades,

Je ne vous demande qu'une seule chose, avant de commencer mon exposé, c'est de croire à son absolue sincérité.

J'aborde cette tribune sans émotion et la conscience tranquille quant aux accusations dont mes amis et moi nous sommes l'objet.

Mais mon inquiétude est certaine en ce qui concerne le Parti. Une réunion brusquée du C.N. pour des questions dites de « discipline » à vingt-six jours des assises du Congrès National, prend un sens qui ne nous échappe pas. C'est pourquoi, dans les explications que je vous dois, camarades, je m'efforcerai de conserver toujours présente à l'esprit la nécessité de l'intégrité du Parti, tel qu'il a été forgé, avec sa structure et ses caractères propres, par nos devanciers et par nos propres efforts.

On devait en terminer très vite avec le programme du Rassemblement populaire. Vous n'avez pas perdu le souvenir de ce que Paul Faure écrivait en août: « *Nous aurons réalisé le programme avant la fin de l'année* ».

Il avait dit aussi en juin: « *S'il y a des obstacles sur notre route, nous les dénoncerons devant le pays...* ».

Or, les obstacles se sont dressés: l'obstacle militariste de l'Etat-Major; l'obstacle financier de la haute banque; l'obstacle clérical aussi...

Où avons-nous entendu la dénonciation?

Silence général...

Ah! si, j'oubliais! C'est une tendance du Parti, ce sont les camarades qui n'ont eu que le tort de jeter le cri d'alarme, que l'on dénonce violemment comme des « criminels », des « traîtres » et des « factieux ».

Ainsi la question est nettement posée: si nous sommes vraiment coupables comme on l'affirme, si nous constituons vraiment un péril grave pour le Parti, il ne faudra pas hésiter à nous frapper. Mieux, il faudra demander au Congrès, qui donnera une forme plus solennelle à la sanction, après un rapport motivé, de nous exclure du Parti.

Mais auparavant, camarades, il faut nous entendre, il faut que vous vous assuriez toutes les garanties qu'on doit à des membres du Parti. Quand vous serez informés, il faudra que vous retourniez devant les militants pour être mandatés. La force d'une majorité ne suffit pas! L'autorité du Secrétariat ne suffit pas. Le prestige du gouvernement ne suffit pas. Il faut que la justice socialiste soit satisfaite.

Lorsqu'il s'est agi des indisciplines d'une fraction parlementaire se dressant contre la volonté du Parti, on a pris d'innombrables précautions. Cependant ils étaient, eux, indisciplinés à l'égard des décisions régulières du Parti, ce qui n'est pas le cas en ce qui nous concerne. Ils avaient voté les crédits militaires en mai et cependant, en juillet 1933, vous vous dressiez tous pour les protéger. Et en

novembre encore, alors que leur volonté de scission était patente, Paul Faure leur tendait des mains fraternelles.

Malgré l'humiliation que comporte pour nous cette comparaison, nous constatons que nous sommes traités beaucoup plus cruellement alors que nous sommes restés fidèles, nous, aux engagements pris devant le Parti et à ses principes constitutifs.

Car nous affirmons n'avoir pas violé la discipline du Parti. Quant à la discipline à observer à l'égard du Gouvernement, c'est évidemment sur ce point que la discussion doit porter.

Le dossier de l'accusation

Si quelque chose m'a vraiment surpris dans cette séance, c'est d'avoir vu monter à la tribune un délégué qui me paraît être parmi les moins qualifiés pour dresser un tel réquisitoire contre nous. Je revois Francis Desphilippon [\[MP1\]](#), il y a quelques années, à la suite d'une réunion de propagande que j'avais faite à la 19^e section. Il était alors associé aux milieux communistes, à la revue Monde, et je me souviens de l'insistance que je mettais à le convaincre de la nécessité d'adhérer à notre Parti. Que ce soit lui qui ait fait l'effort maximum, aujourd'hui, pour obtenir qu'on m'en fasse sortir me paraît tout de même manquer d'élégance.

Je le revois ensuite donnant des articles à la publication trotskyste « *La Vérité* », et lié continuellement et défendant des motions avec les trotskystes (dont Molinier)... Que ce soit lui qui soit venu établir ici frauduleusement l'existence d'un vaste complot « *trotskyste* » contre le Parti, cela me paraît assez indécent.

Enfin, je l'entends encore, il y a quelques jours, au Conseil fédéral de la Seine, qui devait, par 7.500 mandats sur 11.000 s'opposer à toute exclusion de la minorité (la minorité n'osant même pas proposer des exclusions) me demander de faire une motion unanime pour s'opposer ici à toute exclusion. Ces attitudes jugent un homme et une thèse. Nous demanderons à la fédération de la Seine si c'est ainsi qu'elle avait compris le mandat de son délégué. Mais pour le moment, je me bornerai à reprendre une à une les accusations apportées à cette tribune contre la Gauche révolutionnaire.

Qu'il se lève, le délégué d'une fédération dans laquelle mes amis ou moi nous avons porté préjudice au Parti par notre propagande extérieure. Personnellement, j'invoque le témoignage des camarades de Nancy, Marpent (Nord), Blois, Keryado, Dijon, Orléans, Corbie, Bordeaux, Saint-Etienne, Firminy, Migennes, Roche-la-Molière, Longwy, Chartres... où je suis allé ces dernières semaines...

Nous avons porté nos critiques à l'extérieur? Dans le Populaire à la tribune libre, nous avons dit ce que nous pensions. On nous a blâmés, nous nous sommes inclinés. Dans la vie intérieure du Parti, nous avons dit ce que nous pensions, on nous blâme encore. Est-ce que l'on voudrait nous empêcher de penser et de dire ce que nous croyons être la vérité à nos camarades du Parti?

Nous sommes loyaux à l'égard du Parti: nous faisons confiance à l'honnêteté politique et à l'indépendance de ses militants. Aucune preuve sérieuse n'a pu être apportée ici pour établir la réalité d'un « *complot* » contre l'unité du Parti. Rien, dans l'idéologie de la Gauche Révolutionnaire, qui est démocratique et fidèle aux aspirations des masses, ne permet de maintenir cette prétention.

Le document Collinet

On s'appuie sur une lettre de Collinet. Ce document-massue, émanant d'un camarade retenu en Espagne et qui écrit librement une lettre privée à quatre de ses amis sur la situation politique et les tâches de la Gauche Révolutionnaire n'a pu être utilisé qu'à la suite d'un méprisables abus de confiance. Mais dès que certains de ses passages, arbitrairement tronqués ont commencé à circuler nous avons nous-mêmes demandé à la fédération de la Seine sa publication intégrale et bien loin d'indigner les militants, il a été apprécié comme l'effort d'un camarade qui réfléchit à ses responsabilités et veut travailler dans le Parti.

Certes, il parle des « *cellules socialistes* » d'usine. Et cela prend un caractère mystérieux et assez en marge de la discipline formelle. Mais qu'est-ce que la discipline dans ce cas précis? Nous avons en effet, à la 15° section, en dehors de toute décision de Congrès, il y a plus de quatre années déjà, constitué des groupes de militants socialistes sur la base de l'entreprise. C'est sans doute là une des raisons du développement remarquable de notre section, la plus forte de Paris, passant de 270 adhérents à 1.600 et conservant pour le Parti et pour ses délégués au Gouvernement, les sentiments de loyauté et de solidarité dont peuvent témoigner Vincent Auriol, Jardillier, Blancho, Léo Lagrange, appelés dans nos réunions.

Indiscipline, la création de « *Groupes socialistes d'usines* »? Allons donc... la formule correspondait si bien à une nécessité que la fédération depuis l'avènement du Front populaire et en dehors de toute décision de Congrès, a constitué à son tour, et avec un grand succès des Amicales d'Usine. Ce que nous trouvons dans la lettre Collinet, c'est la nécessité de faire circuler dans ces formations des mots d'ordre socialistes. Et nous n'éviterons pas la divergence fondamentale qui nous oppose, au fond: la politique du Gouvernement est une chose que nous devons expliquer et, s'il y a lieu, critiquer, du point de vue de la politique socialiste, qui en est distincte...

Mais dans tout cela, rien ne permet d'affirmer, comme on l'a fait, que nous constituons une sorte de noyau de désagrégation dans le Parti. Je l'ai déjà dit, je le répète ici: Si j'avais le sentiment que l'un quelconque de mes camarades vienne à notre mouvement d'opinion avec l'intention de faire ce travail de sabotage, je serais le premier à le prier de ne pas rester avec nous.

La 17° section

Beaucoup de faits disparates sont d'ailleurs portés à cette tribune d'après les récits fantaisistes parus dans « *la Lutte ouvrière* », organe trotskyste dont l'intention est trop évidente et devrait, à elle seule, permettre de récuser de tels témoignages.

C'est le cas, en particulier pour les « *crimes* » commis par la 17° section qui s'est rencontrée, en effet, avec des éléments prolétariens, (mais qui a constaté très vite l'impossibilité d'un accord quelconque) pour certaines actions communes analogues à celles qui se pratiquent au Front populaire.

De même les paroles prononcées par nos camarades à un meeting relatif à la révolution espagnole tenu le 18 mars, et rapportées par « *la Lutte ouvrière* », sont formellement démenties par les témoins sérieux.

J'ajoute que cette fameuse section « *dominée par le trotskysme* » ne compte pas plus de cinq anciens communistes sur 450 adhérents, et que pour le vote du Populaire, elle est actuellement au sixième rang des sections de la Seine.

L'affaire du Lot

Il y a encore un autre crime dont s'est rendu coupable Collinet... Il est allé, lui, universitaire (agrégé de mathématiques) passer deux nuits dans le train pour faire de la propagande dans le Lot et comme il avait été régulièrement invité par les J.S. du Lot, il a assisté à leur Congrès. Je ne m'explique l'incident que par un manque de liaison entre les J.S. et la fédération. Mais tout militant de bonne foi trouvera extraordinaire qu'on ait monté en épingle un tel événement et qu'on l'ait considéré comme « *absolument intolérable* ». Je me bornerai à lire la lettre qui a été adressée à Paul Faure par le secrétaire fédéral des Jeunesses Socialistes du Lot, que je ne connais ni de près, ni de loin, et dont l'Entente a voté, à Creil, avec B. Chochoy et Laforgette.

Le Secrétaire Fédéral à Paul Faure:

Aynac, le 17 avril 1937.

Mon cher Camarade,

Je tiens à protester énergiquement contre le document D. [\[MP2\]](#) paru sur le dernier B.I.S. pour sa non-conformité avec les faits:

Le camarade Collinet a effectivement assisté au Congrès fédéral des J.S. du Lot, mais non dans l'intention d'y intervenir au nom de sa tendance. Ceci avait d'ailleurs été convenu avant l'ouverture du Congrès.

La présence de Collinet s'explique par le fait qu'il devait participer le soir, à un meeting adulte à Goudon.

J'affirme qu'en aucune façon Collinet n'a essayé d'influencer le vote de la fédération, et qu'une telle délicatesse n'a pas été observée par Coll. Ce dernier a exercé une pression odieuse et indigne d'une organisation démocratique. Il a même soulevé la réprobation générale en intervenant dans une question fédérale pour faire désavouer un camarade non présent.

Je prends sur moi l'entière responsabilité de cette lettre et, en toute impartialité, j'insiste pour qu'elle soit jointe au dossier de Collinet, dans le cas où ce dernier serait convoqué devant une commission de discipline.

Avec toute ma confiance, je vous prie d'agréer, mon cher camarade, mes sentiments socialistes.

Jean THAMIE.

Tout cela n'est pas très sérieux, mais prouve une volonté systématique de charger le dossier de l'accusation sans doute un peu trop maigre.

Clichy

J'arrive au grief le plus important: celui de l'action extérieure dont nous avons pris la responsabilité pleine et entière.

Ce sont les événements eux-mêmes qui ont fait éclater cette discordance entre nos militants, ceux qui nous font confiance, et la majorité du Parti. Pour comprendre l'extériorisation décidée par plusieurs grosses sections parisiennes au moyen d'une affiche et par la majorité de l'Entente des Jeunesses de la Seine, au moyen d'un numéro spécial de « *la Jeune Garde* », il faut commencer par expliquer Clichy. Ces deux manifestations, sans relation matérielle directe, mais dont la parenté idéologique est évidente, ne se seraient pas produites s'il n'y avait pas eu Clichy. En juin 1936, la classe ouvrière n'avait pas de contacts avec la police et il n'y a eu aucune divergence entre nous. En mars 1937, la police tire sur les ouvriers; si l'on veut juger sans parti pris, on doit tenir compte de ce fait initial et comprendre qu'il ne peut pas ne pas y avoir de répercussion sur la vie du Parti.

Je voudrais donner aux délégués une idée de ce drame atroce, sur lequel nous voulons faire toute la lumière... [\[MP3\]](#)

Voici pour commencer, quelques passages du journal socialiste « *Le Prolétaire de Clichy* » (la section de Clichy n'est pas sur les positions de la Gauche Révolutionnaire et son récit ne peut être suspect).

« Malgré les ordres du ministre de l'Intérieur, les forces de police se regroupent autour de la mairie, les élus se heurtent à l'incompréhension criminelle des chefs qui ne veulent pas céder le terrain.

.. Dormoy est allé au-devant des fusils donner des ordres. Mais il ne sera pas obéi et jusqu'à 1 h. du matin, malgré le ministre, malgré le Préfet de Police en personne, les officiers factieux pourront continuer à canarder cette foule admirable et exaspérée qui résiste héroïquement, se sert de tous les projectiles possibles et dresse même une barricade à l'angle des rues Villeneuve et Dagobert... »

Ce qu'attend avec impatience la classe ouvrière de la Région parisienne, ce que nous avons réclamé, c'est le nom et la révocation de ces chefs de la police qui n'obéissent pas à leur ministre.

Mais en même temps, la réaction et les radicaux sommaient le Gouvernement de ne pas toucher au service d'ordre et l'idée qui a circulé dans tous les esprits exaspérés par ces événements, c'est qu'ils avaient une logique interne... oui, on a rapproché (et rien ne sert de fermer les yeux sur cette réalité) les mesures prises par le Gouvernement pour rétablir la confiance des possédants et les mesures de protection de la réunion des Croix de Feu. Oui, on a difficilement compris que le rassemblement populaire, la fédération de la Seine, la municipalité socialiste de Clichy, convoquent une contre-manifestation et que le ministre de l'Intérieur, socialiste, n'interdise pas la réunion fasciste. Mais surtout, imaginez la révolte et la douleur des compagnons de Solange Domangel, membre de notre 18° section, couchée sur le sol avec une balle dans le cervelet. Imaginez l'atmosphère des sections parisiennes au lendemain de cette fusillade tragique. Et vous comprendrez comment j'ai été amené à considérer comme une obligation de fournir aux militants le moyen d'exprimer, avec le maximum de modération - je dis bien de modération - leurs véritables sentiments. Ce n'est pas mon rôle, direz-vous? Comme secrétaire de section, responsable du développement du Parti sur le territoire de mon arrondissement, si (et c'était la même chose pour d'autres camarades de sections) la fédération n'avait pas de position, car elle « *regrettait* » la décision du ministre de l'Intérieur. Et la C.A.P.? Oui! la C.A.P.! Mais permettez-moi de vous dire que la C.A.P., où siègent précisément nos camarades ministres, était dans une situation trop délicate pour interpréter avec une véritable objectivité les

sentiments réels de la classe ouvrière et même du Parti, et en tout cas des militants de la Région parisienne. J'ai donc rédigé cette affiche, en marquant notre volonté de ne plus capituler et d'entamer la lutte contre les trusts. Du point de vue socialiste, quel reproche peut-on faire à cette affiche?

Qu'il y ait eu des provocations au cours de cette soirée, c'est possible. N'y a-t-il pas eu un chef policier fasciste amenant les brigades de réserves des 20 arrondissements et leur disant: « *Armez vos revolvers, vous aurez à vous en servir!* » puis lançant ses hommes dans la nuit, sans cadres, sans ordres précis, en pleine débandade? N'y a-t-il pas eu, au pied de la maison d'Auffray, un petit groupe de fascistes, protégés par le barrage de police et qui auraient effectivement tiré les quatre premiers coups de feu, d'où est né le drame, car la foule a pu croire que ces coups de feu venaient de la police? Différents témoins me l'ont affirmé.

Interprétation politique

Mais cette provocation n'a été rendue possible que par suite d'une attitude politique contre laquelle je me suis élevé dès le lendemain à la C.A.P. Il ne fallait pas autoriser cette manifestation de Croix de Feu dans une cité ouvrière comme Clichy, dressée toute entière contre cette provocation. Si on l'a autorisée, n'est-ce pas parce qu'on a dû céder, sur d'autres terrains, à des adversaires ou même à des alliés peu sûrs? Mais les masses, elles, ne sont pas disposées à céder; elles sentent quel est l'enjeu de la bataille antifasciste. Elles restent fidèles aux méthodes d'action directe qui ont déjà brisé la vague fasciste et sans lesquelles il n'y aurait pas eu de gouvernement de Front populaire.

C'est là que réside le véritable problème: il est essentiellement politique; il y aura lieu de l'examiner à fond devant le Congrès National. Mais on doit comprendre dès maintenant que toute discordance sérieuse entre l'attitude du gouvernement et les désirs, la combativité des masses prolétariennes a sa répercussion inévitable sur la vie du Parti. Notre « *Gauche Révolutionnaire* » exprime précisément la mesure de cette température des masses, qui commence à monter. Nous constituons pour le Parti une sorte de thermomètre: vous pouvez sans doute briser le thermomètre. Est-ce que cela guérira la fièvre?

Notre rôle de militants ne peut pas consister à fermer les yeux mais au contraire à étudier la nature des difficultés qui ont surgi entre nous de manière à conserver au Parti sa cohésion et sa force.

Indiscipline à l'égard du Gouvernement, oui, sans doute... Mais il n'est pas un Gouvernement socialiste et l'essentiel est de rester disciplinés à l'égard du Parti. Et c'est au Parti lui-même, et non à un Conseil National qu'il convient de poser la question.

Ce que nous combattons, je tiens à le préciser, ce ne sont pas des hommes, ce ne sont pas des camarades, placés à des postes de responsables, c'est une ligne politique fautive, qui n'est plus d'accord avec les principes adoptés au début de l'expérience, ni avec les conditions que nous avons mises à notre solidarité sans réserves. C'est ce que nous dirons au Congrès de Marseille.

Précisions

Cette attitude appelle une protestation énergique contre certains procédés employés à notre égard. Nous prenons en charge les faits précis qui relèvent de notre tendance et même ceux qui peuvent être considérés comme accomplis sous notre influence, mais il y a manifestement dans le dossier

apporté à cette tribune des textes qui ont été presque miraculeusement fournis aux accusateurs pour leur donner un élément de justification, par exemple cet article d'un trotskyste connu comme tel, aujourd'hui retourné aux Jeunesses Socialistes Révolutionnaires, croyez-moi camarades, si nous avons eu, comme on l'a affirmé faussement, une organisation de la Gauche Révolutionnaire dans la Jeunesse, nous aurions guidé nos jeunes camarades de manière que certaines imprudences de langage ne puissent pas leur être attribuées. On comprendra mal, sans doute, ce que je précise, en ce moment, les uns diront: « *Dégonflage?* », les autres: « *Cynisme?* », mais je ne fais que dire la vérité toute simple: notre mouvement intérieur au Parti a des répercussions inévitables, et en dehors de notre propre initiative, dans la pensée et l'orientation de la classe ouvrière et donc des Jeunesses. Mais nous ne pouvons endosser qu'une responsabilité politique générale, qui correspond au courant d'opinion que nous exprimons. Par exemple, on a lu une circulaire des Jeunes exclus qui demandent à leurs camarades de rester unis et de n'aller ni aux anarchistes, ni aux trotskistes, ni aux communistes, mais d'entrevoir la formation d'un grand Parti révolutionnaire. Il est bien évident que les termes mêmes de cette circulaire, que j'ignorais il y a quelques heures traduisent un état d'esprit assez confus consécutif à la mesure brutale prise contre des jeunes gens qui avaient une conception élevée de nos organisations et qui s'en trouvent chassés. Les excès dans la répression bureaucratique déterminent des réactions en sens contraire. Mais où se trouvent les véritables responsabilités? Malgré tout, je suis convaincu que les excellents militants dont on veut à tout prix se séparer devraient être traités avec un minimum d'équité et de compréhension socialistes. Au lieu de cela, on demande aux jeunes à qui on s'adresse pour reconstituer l'Entente un engagement de « *refuser de participer à toutes discussions politiques* ». Je lis textuellement pour vous montrer avec quel état d'esprit invraisemblable on aborde la jeunesse ouvrière.

Responsabilités

Dans la mesure où j'ai une conception diamétralement opposée de l'éducation, j'ai ici encore une responsabilité que j'accepte, comme je l'ai écrit dans la préface de la brochure que vous avez sous les yeux.

(Ici Roucayrol puis Château posent des questions à l'orateur)

Oui, j'ai fait une préface, pour présenter des jeunes gens, exclus, qui ont été mes élèves jusqu'à dix-sept ans, et pour exposer comment je conçois l'éducation laïque. Et je n'ai pas lu leur brochure pour n'avoir un moment la tentation de leur demander une modification de leur pensée. C'est à ce titre, comme document, qu'elle est intéressante. Au moment où ces jeunes sont frappés pour leurs écrits indésirables, lisez donc comment ils comprennent leurs devoirs de classe, quelle idée ils se font du socialisme international, et vous sentirez peut être, comme je le sens moi-même qu'un parti se blesse lui-même et se diminue lorsqu'il se déclare incapable d'initier, de perfectionner, d'encadrer les jeunes gens incontestablement venus sur des positions révolutionnaires.

Mais si l'on recherche les responsabilités morales (que je ne veux pas esquiver) dans la formation de l'esprit des jeunes camarades que j'estime d'autant plus qu'ils disent fièrement ce qu'ils pensent, ne pourrai-je à mon tour, moi qui ne suis également qu'un élève un peu plus âgé, faire remonter à d'autres, qui ont été mes maîtres et mes modèles, l'origine de mes crimes.

Des précédents

On a parlé de « *la Vague* »

J'y viens maintenant. La simple lecture du document Collinet prouve que ce journal a été repris par des camarades pupistes, avant le retour au parti, et en accord avec Marcel Capy, à qui le titre appartient. S'il s'agit de ma collaboration à ce journal pacifiste, internationaliste, anticlérical, je veux préciser immédiatement qu'on m'avait en effet demandé de faire partie d'un comité politique qui le dirigeait au début. J'ai écrit à mes camarades pour leur expliquer les inconvénients de cette formule, car je ne pouvais ni politiquement, ni même matériellement, contrôler tout le contenu de chaque numéro. Mais j'ai conservé ma collaboration à la Vague. Vous avez là un exemple de ces collaborations de militants du parti à la presse extérieure au parti. Si c'est interdit, il faudra le dire à tout le monde, aux élus, aux ministres, qui collaborent à la presse bourgeoise comme aux militants... Et encore, pour la presse ouvrière (syndicats, ligue des droits de l'homme, Vigilance) cela n'est pas près d'être réglé dans le sens de la restriction...

Mais revenons à mes « *maîtres* ». Puisque la Vague est mise en cause, je veux rappeler un précédent que je considère comme un titre de gloire de nos camarades qui ont commis cette « *indiscipline* ». Notre camarade Vardelle, certainement ne pourra pas contester cette appréciation...

C'est en effet, le 8 avril 1916, si je ne me trompe, que partait un appel annonçant pour le 1^{er} mai le journal, revue hebdomadaire « *Le Populaire* »... Les collaborateurs étaient avec Marcel Capy, Paul Faure, Jean Longuet, Pressemane, Betoulle, Mayèras, Amédée Dunois...

« *Le Populaire* » paraissait à la suite de la formation d'une minorité dont voici la déclaration, en tête de la première colonne :

« Pourquoi cette revue ? Simplement pour dire en toute franchise et sans crainte tout ce que nous pensons. On nous connaît mal et d'aucuns voudraient discréditer notre action. La tâche leur est d'autant plus facile que nous n'avions aucun moyen de nous défendre. Les congrès du parti socialiste où nous avons exposé nos vues sont restés secrets. Tout ce qui a pu filtrer au travers des portes closes a été finalement travesti par nos ennemis. Certains de nos camarades même, ne nous ont pas compris. Il nous fallait donc une tribune libre : la voici ouverte.

Ce que nous sommes ? Des socialistes fervents qui ne renoncent à aucun de leurs principes et qui, dans les tragiques événements qui ensanglantent l'Europe, trouvent chaque jour de nouvelles raisons de s'attacher à leur doctrine.

Nous sommes plus que jamais unitaires et plus que jamais, nous sommes internationalistes. »

Combien nous sommes d'accord avec cette déclaration, et comme nous entendons lui rester fidèles ! Mais camarades, permettez-moi de vous exprimer ma surprise de trouver la plupart de ces signataires parmi ceux qui nous accusent, aujourd'hui, de je ne sais quelle indiscipline ? ET quant à la Vague, n'a-t-elle pas l'ambition de reprendre, précisément avant la guerre qui menace, le bon combat internationaliste des minoritaires ?

Sur ce point encore, c'est le parti lui-même, qui se saisissant des problèmes politiques essentiels, doit fixer les règles de discipline pour tout le monde et nous nous y soumettrons.

On ne le fera pas sans apprécier le contenu de la politique du gouvernement et définir la politique du parti.

La politique du gouvernement

Ceux qui ont affirmé que la Gauche Révolutionnaire était un parti dans un parti, un bloc monolithique, une fraction, n'ont même pas pris la peine d'observer que sur une question importante comme l'aide à l'Espagne, nous avons eu des positions différentes. Certains de mes amis étaient d'accord, en principe, avec Zyromski, alors que les autres dont j'étais, approuvaient face au péril de guerre, l'attitude de Léon Blum.

Mais a-t-on le droit de dire l'inquiétude croissante qui se développe dans les masses populaires en face de certaines situations intolérables. Demandez aux camarades d'Alsace-Lorraine, à toutes les organisations laïques, sans exceptions, ce qu'elles pensent du néant des réalisations dans le domaine de la laïcité : on va arrêter, dans quelques jours, la liste des candidats aux écoles normales : cette année encore, dans les trois départements de l'Est, les jeunes gens et les jeunes filles qui appartiennent à des familles laïques ne pourront être candidats : seuls pourront être instituteurs ceux qui subiront une épreuve de religion. N'est-ce pas révoltant ? Quelle doit être notre attitude sur ce point ? Pouvons-nous être solidaires, c'est-à-dire complices ? Tout le Front Populaire unanime devrait se dresser pour exiger un minimum de mesures de défense laïque élémentaire. Mais cela est-il encore possible après les services demandés au cardinal Verdier ? Est-ce manquer à la discipline socialiste que poser ces questions, même au dehors ?

Sur les questions financières nous avons les mêmes doutes et les mêmes inquiétudes. Est-ce à dire que nous voulons accabler nos camarades élus au gouvernement ? Au contraire, nous voudrions qu'ils nous aident à faire comprendre aux élus socialistes où se trouvent les véritables responsabilités. Nous voudrions que le parti grâce à une politique autonome, se dégage de la confusion actuelle, s'empare des mécontentements, des colères et les dirige contre l'ennemi capitaliste. S'il ne le fait pas, c'est d'abord contre le gouvernement, et ensuite contre le parti que se tourneront les colères populaires.

Je ferai la même démonstration sur les questions militaires, qui sont effrayantes. Mais il ne faut pas essayer de nous faire admettre toutes ces positions, qui sont autant de défaites comme des victoires pour le parti... Et si l'on interdit aux socialistes de donner leur avis, d'autres le donneront, eux, et grossiront leur popularité à nos dépens.

La voie de la « discipline » est d'ailleurs périlleuse à plus d'une titre. Je lis, par exemple, ces observations, sévères, mais justes, sur les insuffisances de l'action départementale.

« Toutes les organisations du rassemblement s'étaient mises d'accord pour républicaniser la haute administration. Toutes avaient applaudi aux paroles prononcées par Léon Blum à ce sujet. Or, l'effort accompli dans ce sens a été nettement insuffisant. Ce fut notre première déception, et, je crois, la cause principale de toutes les autres.

Je pourrais vous donner maints exemples précis, choisis dans les ministères que je connais plus particulièrement : colonies, éducation nationale, marine, affaires étrangères... Je vous dirai ceci : que les hommes qui, en juin 1936, s'attendaient à être remplacés, ont relevé la tête et sont à nouveau les maîtres, et que ce sont trop souvent les fonctionnaires républicains qu'on envoie sur les voies de

garage ou qu'on retarde dans leur avancement sous les plus fallacieux prétextes. Ce sont eux, dans les administrations centrales, auprès des ministres, commencent à se sentir indésirables et en quasi-disgrâce...

Il y a des réformes que nous ne pouvons plus attendre longtemps. La situation des vieux travailleurs devient tragique.

En politique extérieure je peux dire que l'exécution du programme n'est pas amorcée dans les faits.

Si la politique extérieure du Front Populaire ne devait aboutir qu'à la construction de quelque nouvelle ligne Maginot, ce serait vraiment la plus amère des dérisions. »

Va-t-on contester à un militant socialiste de s'exprimer ainsi publiquement ?

Va-t-on régler cette grave question en faisant fonctionner le couperet de la guillotine ?

Attention ! Camarades ! Le signataire de ces lignes est de ceux qui ont peut-être contribué le plus à la formation du Front Populaire, donc du gouvernement : c'est le professeur Rivet, et cette déclaration se trouve dans un numéro que j'ai reçu ce matin du bulletin du Comité de Vigilance des Intellectuels Antifascistes.

Est-ce à dire que nous méconnaissons la partie positive de l'œuvre du gouvernement ? J'ai dit et je répète que le plus important poste du bilan en dehors des lois sociales, c'est que son existence a permis l'élévation du niveau de conscience des masses populaires, qui ont découvert leur véritable force et qui sauront d'en servir.

Et que d'insuffisance inexplicable, je dirais même inexcusable. Dans les colonies la trahison des cadres fascistes s'installe partout. En Indochine, on emprisonne un ami qui diffusait dans sa langue la brochure de Léon Blum : « *Pour être socialiste* ». En Algérie, on a dissous l'Etoile Nord-Africaine. Au Maroc on dissout le Parti d'Action Marocaine. En Cochinchine, on interdit la formation de sections socialistes mixtes (qui devraient être formées en application d'une décision de la CAP) ! Qui commande ?

Qui commande ?

L'heure paraît être venue de rappeler dans quelles conditions nous avons toujours défini l'exercice du pouvoir dans nos congrès et Conseils Nationaux. Ainsi, en 1929, lors des propositions de l'Allier, nous avons voté :

« Le Conseil National rappelle que le parti est toujours prêt à assumer les responsabilités directes du pouvoir, soit tout seul, soit avec le soutien des groupes de gauche, soit en appelant dans le gouvernement qu'il constituerait et où il conserverait l'autorité de la majorité des autres groupes, de façon à avoir toujours la certitude d'assurer dans l'action gouvernementale la prépondérance des solutions de décision, d'énergie, d'audace et de volonté qu'il croit seules susceptibles d'assurer l'avenir du pays et de sauver la démocratie menacée. »

Oui, c'est dans la voie du combat mené avec audace, en utilisant l'autorité dans la majorité, que nos délégués au gouvernement doivent s'engager.

Ils ne le pourront que s'ils s'appuient sur un parti fort, qui a sa politique à lui et qui exige qu'on en tienne compte, pour résister aux pressions de classe qui s'accroissent.

Dans le parti

Est-ce le cas ?

Nous voyons, au contraire, s'aggraver des phénomènes de dégradation de la propagande socialiste et d'altération de la physionomie propre du parti.

On affirme sans preuves, on condamne sans attendre, on monte la machine répressive sans prendre garde qu'elle risque de léser davantage le parti lui-même.

On injurie les camarades, on les flétrit sans aucune justification. Et la figure du parti en paraît assombrie aux yeux des masses ouvrières.

On abaisse la discussion idéologique à un niveau écœurant, comme dans cette lettre de Bernard Chochoy faisant grief à un jeune chômeur qui lui avait demandé du travail, d'avoir l'audace de penser autrement que la majorité...

On parle de discipline pour des militants révolutionnaires, mais on a rien à dire lorsqu'un ministre socialiste prononce devant les représentants de l'ennemi de classe des paroles sans aucun rapport avec notre charte constitutive ou nos décisions de congrès. Je lis :

« Croyez-vous donc, messieurs, que je veuille casser les reins du régime capitaliste alors que je ne suis pas en état de le remplacer ? Allons donc ! Je sais qu'il est parfaitement capable de fournir encore une longue course et je pense que c'est l'intérêt même des masses ouvrières de le voir s'adapter aux nécessités modernes, afin de profiter, pour le repos, pour la culture et pour la libération des progrès de la science, des magnifiques efforts fournis pendant plus d'un siècle par les plus grands cerveaux de l'humanité qui ont transformé les pensées, bouleversé les méthodes de travail, agité l'industrie de révolutions incessantes. »

Nous constatons seulement que notre parti est formé depuis 1904, pour, *« la transformation la plus rapide possible de la société bourgeoise en société socialiste. »*

Mais nous ne traduisons pas notre camarade Spinasse devant une haute cour socialiste car, nous comprenons parfaitement que son langage correspond à une conception originale qu'il a du socialisme. Nouvelle preuve de la dégradation de la justice socialiste. Oui, c'est là ce qui constitue notre inquiétude dominante, bien plus que le sort particulier qu'il sera fait à la fin de cette assemblée [MP4]. N'y a-t-il pas de quoi rougir de honte, en tant que militant socialiste, lorsqu'on lit l'incroyable document publié par le dernier *« bulletin d'informations socialistes »*, publié par le secrétariat du parti : c'est du plus pur bourrage de crâne. On célèbre en termes lyriques, les mesures financières prises par le gouvernement le 5 mars : *« Coup droit à la réaction : la finance asservie... Quelle capitulation ! Sont levées toutes les barrières, brisés tous les obstacles à la libre circulation de l'or ; au lieu de fuir, l'or rentre ; chacun se précipite pour apporter le sien. Quel miracle... Le gouvernement du peuple a stérilisé l'or et réalisé son asservissement tout à la fois.*

Le socialisme, qui anime et dirige le rassemblement populaire... réincarne la finance, poursuivra ses avantages, étendra ses victoires. »

Les vieux militants du parti se rendront certainement compte du danger terrible que fait courir à celui-ci une telle confusion entre la politique du gouvernement et celle du parti socialiste !

Que le gouvernement fasse sa propagande, soit, et je sais par expérience qu'il est loin de faire tout ce qu'il pourra à ce sujet.

Mais le parti doit expliquer même les échecs du gouvernement comme celui du 5 mars...[MP5] Transformer cette défaite en victoire et en victoire socialiste, c'est tout simplement se moquer du monde. C'est aussi donner des armes meurtrières à l'ennemi : nous verrons dans quelques mois si l'auteur de cet article « *d'éducation socialiste* » sera fier de son œuvre. Et nos camarades ministres sont assez sérieux pour imaginer le mal que pourra nous faire à ce moment cet article.

Notre tendance

Nous avons une autre conception de nos tâches et du socialisme, camarades, et l'avenir montrera de quel côté sont les serviteurs infidèles. Ceci m'amène à vous donner quelques précisions sur l'objet de toutes les préoccupations de ce Conseil National extraordinaire : la Gauche Révolutionnaire. On me prendra peut-être pour un naïf, mais réserve faite d'une plus grande activité, je n'aperçois pas la différence d'organisation entre notre tendance et celle de la Bataille Socialiste, à laquelle j'ai longtemps appartenu avec Paul Faure et Séverac: Des réunions de militants, des conférences d'information, des adresses de camarades, des cartes d'adhésion, un bulletin périodique, des tracts, des motions pour les Congrès; c'est avec ces moyens de propagande que j'ai travaillé près de dix années durant avec des camarades qui, aujourd'hui, semblent l'avoir oublié, et avec lesquels pourtant nous avons sauvé, oui, sauvé, l'existence même de notre Parti.

Si nous avons trop précisé ce genre d'activité, si l'organisation d'un « *Comité Directeur* » prête à équivoque plus qu'un « *Comité des Cent* », soit, il faudra que le Parti lui-même nous le dise, en fixant, par un règlement intérieur applicable à tous, ce qui est permis et ce qui ne l'est pas; mais il ne peut être question (nous ne le permettrions pas, et le Parti non plus) de mettre en cause la possibilité même pour une minorité d'exister dans le Parti, de défendre ses conceptions, de revendiquer sa part de travail commun. Loin de nuire au Parti, une conception élevée de ce que peut être une tendance pourrait au contraire améliorer la vie intérieure du Parti.

Une définition

J'ai sous les yeux, précisément, une excellente définition qui cadre exactement avec nos objectifs. Elle émane d'un camarade qui quittait la Bataille Socialiste à la veille du Congrès de 1931 et qui m'en expliquait les raisons:

« Je ne quitte pas seulement la B.S. Je m'en éloigne. J'ai été profondément déçu de ne pas trouver en elle un organisme de combat, discipliné, forgeant des mots d'ordre clairs, nets, directs et aussi un cercle de culture révolutionnaire vérifiant sans cesse nos vieilles doctrines par l'étude des faits, étudiant un à un les programmes d'action du Parti; de ne pas rencontrer un noyau sans cesse plus important et plus éclairé de camarades pourchassant impitoyablement l'équivoque là où elle se trouve. Et ce n'est pas à droite qu'elle se trouve, l'équivoque, c'est au centre, toujours au centre ! Comme le redressement du Parti ne doit pas être recherché dans une bataille systématique contre la droite, mais dans une réaction contre les faiblesses et les complaisances de la majorité. »

Etant données les méthodes de lutte inaugurées dans le Parti contre nous, on ne trouvera pas extraordinaire, je pense, que je livre maintenant, le nom de l'auteur de cette excellente définition du rôle que s'est assigné en fait la Gauche révolutionnaire. Elle est d'un braconnier devenu garde-chasse, qui s'appelle Louis Lagorgette...

Nous ne voulons pas faire autre chose que ce qu'il souhaitait à cette époque, et s'il se trouvait à mes côtés, des camarades cherchant à provoquer une scission, je m'en séparerais sans hésitation. Mais il faut aussi qu'on cesse les déformations systématiques des faits.

Ainsi, vous, camarade Lebas, vous vous obstinez à affirmer que nous avons non seulement des cartes mais des timbres : devant la CAP je vous ai dit : non, c'est une erreur, vous ne pourriez pas m'en montrer un seul cas, nous n'en avons pas... Cependant, vous êtes venu encore à cette tribune affirmer aux délégués que nous avons des timbres sur nos cartes. Que signifie cette obstination ?

Question

On a, en somme, affirmé ici que nous serions des instruments inconscients de certains éléments de désagrégation de la classe ouvrière. Mais vous, camarades, qui nous accusez, êtes-vous bien sûrs que vous n'êtes pas manœuvrés par les ennemis de la classe ouvrière et du Front Populaire. La clef de voûte du Front Populaire, c'est notre Parti : si on pouvait l'affaiblir, le diviser, le diminuer, la fissure pourrait atteindre des dimensions imprévisibles. Dans l'état d'inquiétude où se trouvent les masses populaires, qui sait ce qu'il en résulterait pour l'avenir de notre mouvement. Incontestablement, la réaction se réjouirait des mesures brutales de coercition dont nous sommes menacés. Et d'un autre côté, si j'en crois certaines instructions adressées par le Parti Communiste, on n'est pas non plus indifférent à l'opération préparée contre nous. Un secrétaire de cellule de l'Eure écrit au secrétaire de la section socialiste en lui proposant une réunion commune sur le sujet suivant : « *La Gauche Révolutionnaire (trotskyste) (sic) au sein du Parti socialiste.* » Il y a donc beaucoup de forces qui concourent à souhaiter notre exclusion. Êtes-vous sûr que c'est en vue de l'intérêt du Parti? Pour moi, toutes ces têtes penchées sur notre unité, pour en observer la solidité me dictent mon devoir : je ne ferai rien pour donner satisfaction à nos adversaires.

Rôle du parti

Mais je ne cesserai pas non plus d'alerter le Parti sur son rôle spécifique. Jamais il ne s'est trouvé dans une telle situation à la fois difficile, et favorable à ses perspectives propres. Sans doute certains camarades ne se sont pas suffisamment préoccupés de cette phase particulièrement délicate de notre existence en tant que Parti: ils sont passés d'une conception d'opposition systématique et absolue à une collaboration si étroite qu'elle ne permettrait plus au Parti, si on les suivait, de jouer son rôle révolutionnaire. Il est assez curieux de rappeler à ce sujet comment Paul Faure caractérisait le rôle du Parti il y a quelques années.

« *A moins de vouloir mettre la maison à l'envers et de prétendre que le jour c'est la nuit, les militants, depuis l'origine du mouvement socialiste ont tous été d'accord pour proclamer que la place normale du Parti, c'était d'être dans l'opposition. Ceux qui seraient assez ignorants pour avoir le moindre doute à ce sujet n'ont qu'à relire les statuts et la charte du Parti en même temps que les nombreuses résolutions de nos congrès.* » (Vie du Parti, 6-12-29.)

...Lecture salutaire, en effet, mais ce qui est en cause, en ce moment, ce n'est ni « *l'opposition* » ni la « *participation* ». C'est quelque chose que Zyromski définissait ainsi, en juin dernier: « *Il est évident que nous allons au Gouvernement non pas pour nous contenter de gérer les intérêts de la société bourgeoise, mais pour attaquer la racine, le principe même de la structure capitaliste.* »

Voilà ce que le Parti doit dire, et propager. Si ses délégués au Gouvernement ne peuvent le dire, raison de plus pour que nous parlions en tant que socialistes; l'exercice du pouvoir n'aurait aucun sens, mieux, il comporterait de terribles inconvénients pour l'avenir s'il ne servait pas à cette préparation, dans les faits comme dans les esprits, de l'issue révolutionnaire. C'est parce que les militants ont plus ou moins obscurément conscience de cette situation, qu'il y a du malaise dans nos rangs comme d'ailleurs dans les masses populaires. Nous avons tous la charge de conduire le Parti à une des heures les plus décisives de son histoire : s'il ne remplit pas sa mission, qu'il se prépare à céder la place à d'autres. Pour tous les grands problèmes, il a ses solutions à lui. Même sur la question de la guerre où notre minorité apparaît comme plus particulièrement en désaccord avec la majorité, nous considérons que l'ensemble du Parti peut et doit faire siennes, comme directives fondamentales, ces lignes de Léon Blum :

« La guerre devient possible quand la masse de l'opinion la croît possible. Elle ne sera pas, si nous ne voulons pas qu'elle soit. »

...La position socialiste est d'éclaircir et de débattre au grand jour les faits de toute nature qui contiennent des risques de litige entre nations mais en écartant d'une façon absolue l'idée que ces litiges puissent trouver leur solution dans la guerre, Cette attitude comporte au préalable une résolution d'ordre théorique et général : Celle d'opposer une fin de non-recevoir catégorique à la possibilité même de toute guerre. »

Expliquer cela aux masses populaires, au nom du Parti, et montrer que les contradictions du régime tiennent prisonniers nos délégués au Gouvernement, ce n'est pas se désolidariser de nos camarades, c'est au contraire sauvegarder leur prestige socialiste. Mais si on veut nous faire admettre comme conformes aux doctrines, aux décisions et aux intérêts du Parti, les crédits militaires formidables, la défense passive, l'union sacrée, la militarisation de la jeunesse, les deux ans, alors non, nous ne le pouvons pas et nous ne pouvons pas mentir, à aucun prix, sous aucun prétexte, à la classe ouvrière.

Vous savez maintenant l'objet de nos divergences, camarades, le Parti se prononcera clairement. Et votre décision, elle aussi, quelle qu'elle soit, aura un sens politique. Pour l'organisation de notre tendance, nous appliquerons la règle générale fixée par le Congrès; mais quant à nos conceptions politiques, il n'appartient à personne de les supprimer par décret. Que craignez-vous ? Si ce que nous disons est si absurde, alors nous resterons une petite minorité insignifiante et vous n'avez pas à vous inquiéter. Mais si ce que nous disons correspond à une réalité de classe, pourquoi brandir vos foudres, vous devriez savoir d'avance que ce n'est pas ainsi qu'on brise un courant d'opinion, bien au contraire. Est-ce que la répression de la bourgeoisie a pu jamais arrêter autrement que pour peu de temps la montée du socialisme dans le monde ?

Structure du parti

C'est le Parti qui appréciera, ce sont les militants, lorsqu'ils feront leur expérience, leurs réflexions, qui prendront position. Il faut le leur permettre : toutes nos difficultés s'aggraveront si on fausse la démocratie intérieure. Elles s'atténueront dans le cas contraire. Le Parti, ce n'est pas telle ou telle personnalité même éminente, telle ou telle tendance, c'est l'ensemble, c'est la synthèse et la collaboration fraternelle de tous ceux qui se dressent contre le vieux monde et veulent en finir avec lui. Le Parti, c'est l'instrument dont le prolétariat a besoin pour vaincre; il doit donc permettre d'enregistrer et de composer tous les courants qui existent au sein du prolétariat. Ceux qui voudraient nous proscrire ne se rendent-ils pas compte qu'ils seraient à leur tour proscrits dans un Parti unifié d'où les minorités seraient chassées ? Nous restons fidèles, nous, à la physionomie traditionnelle du Parti, à celle que définissait notre camarade Léon Blum dans son substantiel commentaire du Programme d'Action du 21 avril 1919.

« Je considérerais, quant à moi, disait-il, comme un très grand malheur que nos camarades kienthaliens quittassent demain. Et pourquoi ? Parce que, dans ma pensée, ils représentent d'une façon particulièrement précise cette force de contemplation vers l'avenir et vers l'idéal qui est une nécessité de la vie et du développement socialistes. »

Voilà l'œuvre et l'organisation à laquelle nous sommes profondément attachés, travaillons-y tous ensemble, en donnant à notre vie intérieure le maximum d'intensité en favorisant l'expression spontanée des réflexions des militants, en diffusant toutes les idées, en sollicitant toutes les critiques et tous les efforts constructifs.

Et pour reprendre l'image qui termine le discours auquel je viens d'emprunter un passage, lorsque, comme en ce moment, des malentendus ou des oppositions risquent de nous diviser gravement, tournons-nous vers les sommets, élevons-nous ensemble au-dessus des brumes de la vallée, prenons résolument le chemin qui conduit à la conquête du pouvoir, alors, dans un élan enthousiaste vers la révolution socialiste, notre unité profonde s'imposera d'elle-même par l'immensité des tâches que nous aurons à remplir...

(Applaudissements.)

Notes:

[MP1] Francis Desphilippon (1894-1965) deviendra collabo, membre de la direction du R.N.P. de Déat.

[MP2] Une des pièces annexes à la circulaire de Paul Faure convoquant ce C.N. extraordinaire.

Note de Marceau Pivert:

[MP3] *« Au cours de son exposé, Marx Dormoy devait apporter une accusation monstrueuse contre la Gauche Révolutionnaire en disant: « Il y avait à Clichy 200 membres de la G.R., organisés en T.P.P.S. et participant à l'attaque du barrage de police. » On imagine quelle atmosphère cette affirmation peut créer. Avec le maximum de sang-froid j'affirme que cette accusation ne résulte que de rapports de police non contrôlés par les témoins ouvriers, par les organisations ouvrières; la preuve est facile à faire: aucun appel particulier n'a été lancé par la Gauche Révolutionnaire. Les T.P.P.S. constituent l'organisme de sécurité des deux fédérations, placés directement sous l'autorité des bureaux fédéraux,*

ils s'interdisent absolument toute discussion ou activité de tendance et la correction absolue de leur attitude a été reconnue dans un ordre du jour unanime de la Commission exécutive de la Seine voté le 5 avril. Je n'ajouterai aucun commentaire, si Marx Dormoy a plus confiance dans ses policiers que dans ses camarades du Parti, nous aurons certainement d'autres occasions d'en discuter. »

[MP4] Ce sera la dissolution de la G.R. et l'interdiction de sa revue. (La GR dissoute devient officiellement jusqu'en 1938 la « *minorité de la C.A.P.* »)

[MP5] Le 5 mars 1937 le gouvernement décide de bloquer les dépenses nouvelles sauf d'armement (avec un emprunt spécial), de réduire les crédits pour les grands travaux et de ne pas instaurer le contrôle des changes. Il n'y a plus seulement pause mais marche arrière.